



Mesdames les députées, Messieurs les députés,

Au SE-Unsa, nous savons ce que serait une rentrée réussie : une rentrée avec des personnels en nombre suffisant, des conditions de travail convenables, des moyens correspondant aux besoins et des réformes acceptées parce que travaillées avec et pas contre les personnels.

D'après nos retours, 1/3 des établissements avaient tous leurs enseignants à la rentrée, dans 1/3 il manquait un enseignant, dans le dernier 1/3 il manquait plus d'un professeur.

Les rectorats recrutent donc de nombreux enseignants contractuels, dans l'urgence, parce que le vivier disponible est toujours insuffisant. Qui dit urgence dit manque ou absence de formation avant de prendre en charge des classes.

Au SE-Unsa nous réaffirmons la nécessité d'offrir une scolarité à tous les enfants. Il faut donc que les conditions d'accueil au collège et au lycée le permettent, sans faire culpabiliser les enseignants et les AESH lorsqu'il y a beaucoup de difficultés. La souffrance au travail des personnels grandit en raison de l'écart de plus en plus grand entre les demandes et les possibilités. Dans ces situations, les élèves souffrent aussi, comme leurs parents. Pour le SE-Unsa, il est donc temps de trouver d'autres solutions.

À cette rentrée, il manque des places en Ulis, mais aussi dans les ESMS pour permettre d'accueillir chaque enfant dans la structure ou le dispositif où il s'épanouira le mieux. Les élèves en situation de handicap doivent pouvoir en cas de besoin suivre une scolarité interne et avoir une place en interne en ESMS. Il manque des AEHS et surtout il en manquera en cours d'année pour prendre en charge les élèves qui seront notifiés au fil de l'eau. Le SE-Unsa réclame donc des brigades de remplacement et des recrutements surnuméraires pour répondre aux demandes des familles.

Enfin, la prise en charge des élèves en situation de handicap ne passe seulement par l'action pédagogique et éducative, c'est pourquoi, pour le SE-Unsa, il faut des personnels médico-sociaux pour prendre en charge ces élèves dans leur globalité.

Beaucoup de collègues en fin de carrière auraient aimé bénéficier de la retraite progressive dès cette rentrée. C'est souvent une manière de finir sa carrière plus sereinement alors qu'elles s'allongent sans cesse. Or, faute

d'informations à temps de la part des rectorats, ceux-ci feront une année supplémentaire à temps plein contre leur volonté. C'est un élément supplémentaire d'une rentrée difficile pour nos collègues.

Nous sortons d'une parenthèse heureuse avec une forme de concorde nationale grâce aux jeux olympiques et paralympiques. Pour le SE-Unsa, il est important de s'en servir pour développer l'EPS et le sport scolaire. Je vais développer un exemple, celui de la natation. Les Français ont vibré aux exploits de Hugo Didier ou de Léon Marchand. Cependant, faute d'installations suffisantes, nombre d'élèves, en fin de 6<sup>ème</sup> ne maîtrisent pas la compétence « savoir nager en sécurité », y compris sur des littoraux comme le mien dans l'Hérault. Et à cette rentrée, les professeurs d'EPS ont beau chercher, beaucoup ne trouvent pas de piscines ou de créneaux pour leurs élèves.

À cette rentrée il y a quasiment autant de d'organisation des groupes au collège qu'il y a de collèges et ils ne ressemblent pas souvent aux textes. Les équipes, dans leur majorité, rejettent ce dispositif, à raison. Par ailleurs, 80% des collèges n'ont pas reçu de moyens pour mettre ce dispositif en place, pire, beaucoup ont perdu des moyens. Comment faire des groupes allégés quand on n'a pas d'heure supplémentaire pour le faire ? Cette réforme idéologique met à mal l'autonomie des établissements parce qu'elle contraint les collèges à utiliser la marge d'autonomie pour ces groupes au détriment des autres projets et options. Pire que tout, cette réforme a ouvert la boîte de pandore et donnant l'occasion à certains collèges de faire des groupes ou des classes de niveaux, ce qui ne demandent pas les textes et ce qui entraîne de facto un séparatif social dont le pays n'a pas besoin. L'École publique a surtout besoin de plus de mixité scolaire et sociale. Le SE-Unsa souhaite que ce soit un chantier prioritaire du ou de la prochaine ministre.

Au lycée professionnel, la réforme se met en œuvre en terminale. Pour le SE-Unsa le dispositif à deux parcours pourraient avoir du sens, à condition qu'il se fasse à l'issue de la terminale pour les élèves volontaires. Tel qu'il est mis en place, il risque de manquer sa cible. Les élèves qui s'engageront dans une poursuite d'étude pourraient choisir le parcours d'insertion professionnelle pour bénéficier de la gratification. Il leur manquera alors 6 semaines de cours d'enseignement général et professionnel indispensables pour la poursuite d'étude. D'après nos remontées, la plupart des collègues ne savent toujours pas comment sera organisé cette fin d'année, ce qui est très insécurisant. Par ailleurs, cette organisation de fin d'année de terminale va obliger le déplacement des PFMP des élèves de 2<sup>nde</sup> pour qu'ils soient en cours en juin. Nous sommes inquiets pour leur assiduité.

Théâtre : il ne se passe quasiment rien parce qu'aucune consigne et aucun moyen n'ont été donnés pour.

Sur les classes de prépa-seconde : peu d'élèves inscrits et selon nos premiers retours, ce ne sont beaucoup d'élèves allophones et assez peu d'élèves lambda n'ayant pas eu le DNB comme c'était envisagés.

Le SE-Unsa reste opposé au PACTE – comme dit dans la déclaration, comme élément de revalorisation. L'évolution du pacte à cette rentrée en le réorientant vers le remplacement de courte durée va priver les

collègues de la possibilité d'être rémunéré pour tous les projets et les missions qu'ils mènent dans leur établissement. Soit ils abandonneront ces projets au détriment des élèves, soit ils continueront bénévolement par engagement professionnel à leur détriment. Par ailleurs, le SE-Unsa rappelle ici que certains personnels n'ont toujours pas accès à ce PACTE, comme les directeurs de Segpa par exemple.

Pour un bilan de la rentrée scolaire positif, il faudrait répondre aux problématiques récurrentes que rencontrent les équipes éducatives. Pour le SE-Unsa, l'École publique doit être la priorité de la nation pour faire réussir tous nos élèves et permettre aux personnels de travailler dans de meilleures conditions et retrouver la motivation qui fait de plus en plus défaut. Il faudra une réelle volonté politique au nouveau gouvernement pour répondre aux difficultés de l'École publique.

Merci de votre attention.